

# Rapport de Fabien Roussel, Conseil national du PCF (23 nov. 2019)

Conseil national du 23 novembre 2019

Rapport de Fabien Roussel – secrétaire national du PCF



Cher·e·s camarades,

Permettez-moi d'abord de revenir sur l'actualité internationale de ces dernières semaines et de m'arrêter en premier lieu sur la situation au Proche-Orient.

Je fais notamment référence aux offensives israéliennes sur la bande de Gaza, aux ambitions du gouvernement extrémiste de Netanyaou d'annexer la Cisjordanie, colonie après colonie.

Cette politique visant à tuer définitivement la fragile perspective d'une paix juste et durable au Proche-Orient s'est déjà traduite par la reconnaissance unilatérale de Jérusalem comme capitale d'Israël par l'administration Trump qui, aujourd'hui, annonce ne plus considérer les implantations israéliennes en Cisjordanie comme contraires au droit international.

La journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien organisée par l'ONU le 29 novembre prochain sera ainsi l'occasion de réaffirmer l'instauration d'un État palestinien, à côté d'un État israélien, d'une paix juste et durable et d'exiger l'application de la résolution 2334, adoptée au Conseil de sécurité des Nations unies, en décembre 2016, résolution historique qui condamnait la colonisation et jugeait enfin illégales toutes les colonies israéliennes.

L'actualité internationale c'est aussi ce qui se déroule actuellement en Amérique latine. Je pense à la répression féroce qui s'est abattue sur la jeunesse chilienne, révoltée par de nouvelles mesures d'austérité, comme à cette répression qui s'abat aussi en Colombie en ce moment même.

Je pense aussi aux manifestants tués en Équateur, dont des indigènes ou aux manœuvres de Trump au Venezuela, exigent de nous notre totale solidarité avec le peuple vénézuélien et équatorien.

Je pense également à ce véritable coup d'État en Bolivie, où le Président Morales et son vice-Président, ont été contraints par la force de quitter leurs fonctions malgré un 47 % obtenu dès le 1er

tour, pour laisser la place à une extrémiste de droite laquelle parade désormais dans le Palais présidentiel une Bible à la main.

Depuis le 10 novembre dernier et la démission forcée d'Evo Morales et de son Vice-Président Álvaro García Linera, des informations nous parviennent sur la dégradation rapide de la situation en Bolivie, la multiplication des violences, la chasse aux indigènes et la répression féroce à l'encontre des élu·e·s député·e·s du Movimiento Al Socialismo (MAS).

Les putschistes vont jusqu'à faire tirer sur les cortèges funéraires, emprisonnent les opposants, attisent les haines raciales et assassinent des journalistes, au moins 30 morts sont recensés ces derniers jours. Personne ou si peu n'en parle en France et en Europe.

La France doit dénoncer ces crimes, ce coup d'État. Pour aider le peuple bolivien, je vous propose que notre parti invite ici, en France dès que possible, un député du MAS pour qu'il puisse témoigner auprès de notre peuple de la réalité des événements en Bolivie.

Évidemment nous ne sommes pas dupes des raisons de l'offensive impérialiste dans ces pays : La Bolivie possède la plus grande réserve mondiale de Lithium, 40 % du stock de la planète, indispensable pour les téléphones portables, les ordinateurs ou encore les batteries de voiture. Le Chili concentre 35 % des réserves mondiales du Cuivre.

L'Équateur dispose de la plus grande mine d'or et le Venezuela a des réserves de pétroles aussi importantes que celles d'Arabie Saoudite. Tout est dit.

Mais en Amérique latine et aussi au Liban, en Irak, en Algérie, en Haïti, en Égypte, Indonésie, en Roumanie, quelque soit l'étincelle qui a fait descendre les peuples dans la rue, on assiste bel et bien à une mise en cause collective des hausses de prix, des politiques d'austérité, de la corruption, de la politique de la finance.

Des actions de solidarités envers les mouvements des peuples dans le monde sont donc indispensables.

Nous avons pris des initiatives en ce sens, notamment la soirée de solidarité avec le peuple algérien.

Nous en prendrons de nouvelles, en particulier à l'égard de Cuba et de son peuple, qui a plus que jamais besoin de voir les solidarités concrètes se développer face au blocus américain qui n'a jamais été aussi dur. Je crois qu'il est de notre responsabilité, avec d'autres, de faire grandir l'exigence populaire, en France et dans le monde, qu'il y soit mis un terme, comme le demandent la quasi totalité des États membres de l'ONU, à l'exception des États-Unis, d'Israël et du Brésil de Bolsonaro.

Nous vous ferons une proposition en ce sens, lors du Conseil national de janvier prochain consacré aux questions internationales.

La situation en France, comme à travers toute l'Europe, s'inscrit pleinement dans ce contexte international.

Oui, en France, la colère monte aussi. Mais tout est fait pour jeter un voile dessus, pour diviser les français, nous opposer. En fait, Emmanuel Macron prépare la prochaine présidentielle, avec l'objectif d'être une nouvelle fois opposé à Marine Le Pen.

Il parie sur son duel, son duo, avec le Rassemblement national et s'attache pour ce faire, à nettoyer dans le paysage politique, tout ce qui pourrait faire obstacle à ce scénario.

Dans ce petit jeu de duettistes, Marine Le Pen n'a même plus besoin de s'exprimer sur ce qui fait son fonds de commerce, à savoir la racisme et la xénophobie, laissant à une partie de la classe politique et médiatique banaliser les discours de divisions et de haine. Elle peut s'emparer, désormais, de la colère sociale qui traverse notre pays.

Avec une issue possible, qui doit nous alerter : oui, à force de désigner son adversaire, on finit par installer son successeur.

Le pire scénario devient crédible ce qui serait une catastrophe pour notre peuple, pour la démocratie, un véritable retour en arrière, tel qu'il s'est déjà écrit dans les années 30 en Allemagne puis en France en 39.

Voilà une question qu'il va falloir traiter ici.

Il y a un an, nous tenions notre congrès. C'était alors les premiers rassemblements des gilets jaunes. Permettez-moi de revenir sur cette année.

Durant toute cette année, nous avons été au côté de toutes les mobilisations sociales, des luttes, de celles des cheminots, des blouses blanches, des blouses noires de la justice, des gilets jaunes comme des gilets roses, ou comme aujourd'hui contre les féminicides avec une mobilisation exceptionnelle, historique.

Dans un paysage totalement éclaté à gauche, nous avons, avec nos 10 propositions pour la France et en écho au mouvement des gilets jaunes, voulu donner du crédit à ce que pourrait être une réponse immédiate aux exigences d'égalité, de dignité, d'épanouissement de nos concitoyens et une perspective d'alternative de progrès à Emmanuel Macron.

Ces 10 propositions sont toujours valables et d'actualité.

Nous avons fait le choix ensuite de défendre notre projet lors des élections européennes, après avoir tout fait pour conduire une liste de rassemblement avec Générations. Le résultat a été en de ça de nos espérances. Il ne nous a pas permis de faire élire des députés européens aux élections européennes. Notre présence lors de cette élection, en revanche, a permis de participer au débat national, d'être une force politique à part entière, de remettre le PCF dans le paysage à gauche, de mettre des visages sur nos combats et sur notre projet de société.

Nous nous sommes engagés dans des batailles importantes, pour la santé avec la tournée des hôpitaux et 160 établissements visités, pour le maintien du train des primeurs, contre la privatisation d'ADP et pour l'obtention d'un référendum, où nous contribuons pour beaucoup à la perspective du million de signatures qui devrait être franchi début décembre.

C'est vrai également avec des luttes très importantes pour l'avenir de notre industrie, à l'image de la bagarre conduite par les communistes, aux côtés de la CGT, sur l'avenir de notre filière énergétique et des activités de Général Electric de Belfort.

Tout cela est positif mais disons-le franchement, nous ne sommes pas au niveau au regard de la situation politique, et très en deçà de l'espace politique qui nous est potentiellement ouvert dans ce contexte. C'est le bilan que je fais un an après le congrès.

Car oui l'espace politique est ouvert :

- Ouvert en direction de ces 23 millions de nos concitoyens qui ne vont pas voter. Beaucoup sont issus de l'électorat de gauche. Quels moyens, quelles démarches mettons nous en œuvre pour nous adresser à eux pour leur redonner de l'espoir, de l'envie de s'engager ?

- Ouvert aussi en direction des salariés, du monde du travail dans le public comme dans le privé, des jeunes qui subissent les mauvais coups des gouvernements qui se sont succédés ces dernières années.. Le tour de France des entreprises nous y amène, de manière partielle mais pas de manière massive. Chaque fédération devrait faire le tour des entreprises de son département. Il nous faut aller plus loin, être plus présents devant et dans les entreprises.

C'est pourquoi nous devons élever notre niveau de détermination et plus encore nous fixer des objectifs politiques plus ambitieux, au travers de priorités, de combats qui nous permettent de redonner de l'espoir et de rendre crédible notre projet de société.

Et c'est là le rôle de notre direction, de prioriser et d'organiser l'activité de tout notre parti sur les choix que nous fixons ensemble.

Mon sentiment personnel, c'est que nous sommes en fait sans cesse appeler à intervenir sur tous les sujets d'actualité, qui sont tous importants. Mais qui nous dispersent.

Nous passons d'une campagne à une autre.

Les secrétaires fédéraux sont sollicités de toute part, en plus des élections à venir comme celle des municipales. Ils ont besoin d'axes de campagnes plus claires, qui permettent aussi d'irriguer politiquement les campagnes électorales.

Nous devons résister plus fortement au calendrier imposé par le gouvernement, imposé par l'actualité, pour imposer le nôtre et passer au-dessus des médias pour parler directement aux français. Et c'est à nous de déterminer les sujets dont nous voulons parler.

C'est à nous de déterminer le clou sur lequel nous devons taper, taper sans relâche: et ce clou, c'est la campagne permanente que nous devons mener contre le capital, contre les milieux d'affaires et les banques, pour un projet de société mettant l'être humain et la planète au cœur.

Face à cette classe des riches, celles des 1%, nous avons un projet de société, un projet de gouvernement à faire grandir, des propositions immédiates à populariser et en même temps un sens à donner au monde dans lequel nous voulons vivre.

Mener ce combat de façon plus visible, c'est contribuer à ouvrir une perspective aux nombreuses luttes qui se développent, à l'image de celle des hospitaliers auxquels le Président de la République est incapable de répondre, sinon par des mesures visant à encore plus les diviser.

Les 1,5 milliards annoncés par Édouard Philippe en trois ans pour les hôpitaux publics, quand il faudrait de suite 4 milliards supplémentaires sont autant une injure faite aux personnels et aux patients. Idem pour les quelques miettes annoncées en matière de prime, et à l'absence totale d'engagement pour stopper les fermetures de lits, pour créer les 10.000 postes d'aide-soignants et d'infirmiers demandés par les personnels mobilisés ou les 100.000 postes que nous proposons dans le cadre de notre plan d'urgence pour l'hôpital.

Cette réponse gouvernementale est par ailleurs un non sens sur la dette. Poussons l'idée que l'efficacité pour répondre aux besoins en matière d'investissements et en matière de soins, c'est de reprendre la totalité des 30 milliards de la dette des hôpitaux publics qui génère aujourd'hui 820 millions d'euros d'intérêts versés aux marchés financiers !

Comment fait connaître nos propositions ?

Aux hospitaliers, aux étudiants confrontés à une précarité devenue insupportable, aux salariés de GE à Belfort et à tous ceux de la filière énergétique, aux usagers des services publics locaux confrontés à la baisse drastique des moyens de nos communes, aux usagers et agents du transport ferroviaire qui subissent les conséquences de la casse du service public et des privatisations, notre parti a vocation non seulement à soutenir leurs luttes, mais aussi et surtout à montrer qu'il est possible de tracer d'autres perspectives que les reculs sociaux, le renoncement aux droits ou les abandons de souveraineté, pour peu qu'ensemble nous reprenions le pouvoir sur l'argent.

Nous devons nous adresser régulièrement à eux, creuser ce sillon pour retisser les liens entre le PCF et le monde du travail !

Un 4 pages aux entreprises sera proposé aux fédérations dès le mois de janvier. Nous déterminerons, en fonction des demandes, le tirages et la fréquence de ce 4 pages. Nous y parlerons de santé, de salaire, d'industrie... Fixons-nous l'ambition de couvrir 1000 entreprises dont les CHU, les 160 hôpitaux visités par nos parlementaires dans le cadre du Tour de France, et les 75 universités.

Car nous avons une cible: c'est le monde du travail, les salarié·e·s, sans oublier les jeunes et les retraité·e·s.

Le monde du travail, de l'université à la retraite, voilà celles et ceux à qui nous devons nous adresser en priorité, de manières méthodiques, rigoureuses. J'ai proposé qu'un collectif y travaille toutes les semaines

Tout est fait par Macron et Le Pen pour diviser les français, les opposer entre eux, Pour opposer les français en fonction de leur religion en mettant l'immigration au cœur de l'actualité.

Pour opposer ceux qui travaillent et ceux qui sont au chômage.

Ceux qui sont les « privilégiés du public » et des régimes spéciaux et ceux du privé.

Ceux qui gagnent le smic et ceux qui sont au RSA.

Ceux paient des impôts et ceux qui n'en payent pas.

Ceux qui sont étudiants boursiers et ceux qui ne le sont pas.

Ceux qui sont agriculteurs et ceux qui dénoncent des empoisonneurs.

Ceux qui sont dans la ruralité et ceux qui vivent dans les grandes villes.

Tout est fait pour nous désunir selon le vieil adage: diviser pour mieux régner.

C'est là-dessus que nous devons intervenir pour unifier le monde du travail, rassembler cette classe qui, unie, devient une force.

Qui d'autre que nous peut et doit s'adresser à tous ceux-là, au monde du travail et à la jeunesse pour porter ensemble les espoirs de changement, pour appeler à l'union, à l'unité du peuple face à la classe des riches, des 1%.

Nous avons des moyens qu'il nous faut renforcer : c'est notre organisation. Il nous faut plus d'adhérents, mieux formés, mieux organisés, capables d'animer une campagne nationale, dans tout le pays sur un thème dédié ensemble qui nous semble...capital.

Et s'il y a un thème qui doit nous mobiliser tout entier en ce moment, qui nous permet d'enfoncer le clou, je le résumerai en trois mots: retraite, retraite, retraite !

- Je souhaite que l'on puisse maintenant s'y atteler de manière concrète en recensant dans notre pays toutes les entreprises que nous sommes capables de cibler, où nous sommes capable d'être présents pour , parler aux salariés, être présents, diffuser nos tracts à venir.

Fixons-nous l'objectif d'être présent aux portes de 1000 entreprises. C'est beaucoup, mais c'est nécessaire !

- Fixons-nous aussi l'objectif de former rapidement nos adhérents, nos cadres à l'enjeu des retraites et de la protection sociale. Nous devrions être capable de proposer rapidement aux fédérations un kit de formation.

- Fixons-nous l'objectif de réaliser des adhésions dans les entreprises pour être plus nombreux à défendre les idées et les propositions du Parti.

Oui le sujet majeur de la période qui s'ouvre, c'est celui des retraites ! Et à travers cette question, c'est toute la question du modèle de société que nous voulons pour répondre aux besoins de notre pays.

Tout ce que nous ferons dans les semaines qui viennent pour nous adresser aux salarié·e·s, identifier les communistes à ce combat : c'est utile aussi pour les Municipales !

Unifier, faire converger, c'est évidemment un des grands enjeux de la bataille qui s'est engagée désormais sur le projet de réforme des retraites, avec en point de mire, la journée du 5 décembre et celles qui vont suivre.

Le président de la République a confirmé tous les éléments d'un projet en rupture avec les grands principes de notre pacte social. L'exécutif a clairement décidé de bloquer la part de la richesse nationale consacrée aux retraites à 14 % du produit intérieur brut. La conséquence du système par points serait par conséquent un effondrement du niveau des pensions.

Emmanuel Macron et son gouvernement n'ont pas à cette heure de majorité dans le pays pour soutenir leur politique. Nous nous dirigeons donc vers une immense bataille sociale, idéologique et politique.

La journée du 5 décembre et ses suites immédiates vont être décisives pour installer un rapport de force avec le pouvoir, et construire ce qui pourrait être une première grande victoire sociale depuis bien longtemps.

Nous avons un rôle important dans cette bataille. Important bien sûr pour aider à décrypter le projet de réforme et révéler les intentions réelles du gouvernement, alors que celui-ci essaie de présenter sa réforme comme une avancée sociale.

Mais notre intervention s'avère aussi et surtout décisive pour montrer qu'un autre chemin est possible, qu'il est même nécessaire pour une nouvelle grande avancée de civilisation. C'est le sens du contre-projet que nous entendons mettre entre les mains des françaises et des français, après que nous l'ayons discuté, arbitré et adopté lors de ce CN.

Ce contre-projet doit nourrir le mouvement social car bien que l'unité syndicale progresse des différences importantes persistent tant en terme de contenu que de stratégie syndicale pour faire échouer le projet gouvernemental.

Nous voulons également qu'il contribue à ouvrir une perspective politique de progrès, de rupture, en mettant en évidence qu'une politique alternative, conduite par une majorité de gauche et

écologiste, est possible, dès lors que celle-ci se donne pour ambition de faire reculer la logique capitaliste et de contribuer à une nouvelle avancée de civilisation.

Sur cette base, nous proposons de rassembler l'ensemble des forces de gauche le 11 décembre prochain, dans un grand meeting que nous tiendrons à la Bourse du travail de Saint-Denis.

Des personnalités de chaque parti nous ont déjà confirmé leur présence, tel que Adrien Quattenens, Olivier Faure, les Verts auxquels se joindront des dirigeants de diverses confédérations syndicales dont la CGT et Solidaires. Ce rendez-vous peut être un signal très fort dans le pays, pour montrer que sur des sujets aussi important que celui là, les forces de gauche savent discuter et travailler ensemble, avec les forces syndicales. Démultiplions ces rencontres dans les régions. Ce sont des actes politiques importants justement à l'heure où nous parlons de rassemblement. Créons toutes les conditions pour réussir cette initiative et rassembler 400 personnes à la Bourse de Saint-Denis.

Sans attendre, nous avons une responsabilité importante pour que le 5 décembre soit le point de départ d'un large mouvement populaire qui permette de faire reculer Macron sur son projet le plus funeste, alors que les grandes manœuvres gouvernementales ont commencé pour affaiblir la mobilisation.

Un premier tract a été envoyé aux fédérations pour ce faire.

Nous avons encore toute cette semaine pour appeler les français à se mobiliser.

Ne croyons pas que c'est gagné d'avance. La contre offensive du gouvernement est forte pour nous diviser.

Nous compléterons par la diffusion du document adopté par le CN à tous les adhérents, aux acteurs du mouvement social et aux forces politiques de gauche. Je m'adresserai aux adhérent·e·s du Parti pour les inviter à s'engager pleinement dans cette bataille.

Et nous travaillerons à un tract qui présentera, de manière plus pédagogique et plus lisible, la proposition de réforme des retraites dont nous devons décider aujourd'hui.

Ces gestes, ces actes militants sont importants pour nous, pour notre parti, pour montrer que d'autres choix sont possible et que les communistes sont au cœur de la bataille.

Le gouvernement dit vouloir dialoguer ? Dont acte.

Je vous propose que nous interpellions le gouvernement. Proposons lui d'étudier notre proposition.

Demandons lui pourquoi la création de 3 millions d'emplois durables ne pourraient pas venir augmenter le financement de notre système de retraites.

Pourquoi notre proposition de moduler les cotisations en fonction d'objectif de création d'emplois, de respect de l'environnement ne serait pas possible.

Pourquoi ne pourrions-nous pas appliquer une cotisation sur les 298 Md de revenus financiers.

Pourquoi nous ne pourrions pas récupérer 6 milliards de cotisations avec la parité salariale s'il est si sûr de la faire vivre.

Demandons lui pourquoi il ne veut pas augmenter le SMIC et les salaires.

Je vous propose d'ailleurs que nous remettions en avant cette revendication et que nous interpellions le Premier ministre pour qu'une conférence salariale soit organisée rapidement, comme nous l'avions proposer en mars dernier avec nos 10 propositions, avec le double objectif d'une augmentation du SMIC de 20 % dès le 1er janvier et d'une augmentation générale de tous les salaires.

Cette exigence pour les salaires alimentera et la lutte des hospitaliers, et la campagne pour les retraites et nous permettra de dénoncer la baisse du pouvoir d'achat, les hausses de factures insupportables pour des millions de ménages: électricité, gaz, mutuelles, assurance, essence. Le gouvernement est à l'offensive pour expliquer que le pouvoir d'achat des français augmente. La réalité c'est qu'il a augmenté de 800 euros pour les 10% les plus riches mais de 100 euros pour le reste des français, sans tenir compte de toutes les factures d'énergie en hausse. La réalité c'est qu'il y a 400 000 français de plus vivant sous le seuil de pauvreté.

En portant la confrontation sur ce terrain, en mettant les idées communistes au cœur du débat politique plutôt qu'en courant sans cesse après les chiffons noirs agités par le pouvoir, j'ai la conviction que nous jouerons pleinement notre rôle dans la société et créerons les conditions nécessaires pour faire bouger un paysage politique particulièrement grave, notamment avec la perspective des municipales, puis des élections départementales et régionales en 2021.

Ne négligeons pas l'intense bataille idéologique que le pouvoir et les forces réactionnaires vont amplifier, face à ce qui est en train de naître autour du mouvement sur les retraites, avec la mobilisation des étudiants, ou le nouveau rendez-vous des personnels hospitaliers le 30 novembre prochain et le 10 décembre pour les internes, sans oublier la mobilisation des agriculteurs.

Et ils sont tous les jours plus nombreux à s'engager dans cette bataille pour les retraites: Les centrales syndicales CGT, SUD, et depuis jeudi la CFE-CGC.

Les syndicats de la SNCF, de la RATP, d'Air France, d'EDF, de l'Éducation nationale, des routiers, de la police, et les gilets jaune.

Les étudiants appellent à un rassemblement le 26/11 et aussi le 5 décembre à l'appel de toutes les organisations étudiantes. J'appelle à la JC et à l'UEC d'y travailler ensemble

Tout va être mis en œuvre pour décourager nos concitoyens, pour les diviser et les faire se résigner. C'est bien pourquoi nous devons mettre tous nos efforts dans cette bataille, avec l'objectif de la gagner !

Avec nos propositions, avec nos initiatives pour rassembler les forces de gauche et syndicales, nous pouvons redonner l'espoir à notre peuple en montrant qu'un large rassemblement populaire peut opposer une alternative politique crédible au mauvais scénario qu'Emmanuel Macron, Marine Le Pen et les forces du capital veulent nous imposer.

Cher·e·s camarades,

J'insiste sur le niveau de notre ambition politique dans la période qui vient.

Ambition sur notre démarche, ambition également sur nos actes de direction, qui doivent contribuer à l'intervention de tous les adhérents, au déploiement de l'activité communiste dans tous nos quartiers, dans nos services publics, nos entreprises et nos villages.

Nous allons vivre en 2020, alors que notre parti va célébrer son centenaire, une immense bataille idéologique.

Je vous propose de l'affronter pleinement, de montrer l'atout que constituent les idées communistes dans la société et le rôle historique de notre parti dans les avancées sociales en France pour avancer l'idée que notre parti et nos idées ont « cent ans d'avenir ».

A nous de faire de cet anniversaire, un atout pour nos combats politiques actuels en nous appuyant



sur le meilleur de notre histoire et du renouveau de la pensée critique et du marxisme vivant.